L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

BUREAUX No 73, rue de Chartres, NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 6 NOVEMBRE 1865. Entre les rues Bienville et Conti.

NOUVELLE-ORLEANS
LUNDI MATIN, 6 NOVEMBRE.

☞ MM. Drake et Markham, 56 Camp, appellent l'attention des dames sur leur stock de chaussures créoles à la mode faites pour leurs pratiques.

Pour la liste des arrivages et des départs, celle des importations, exportations et consignations, et ce qui concerne le mouvement du port en général, voir la partie anglaise.

ANNONCES
De la deuxième Page.

On trouvera désormais à la deuxième page de l'*Abeille* toutes les annonces de ventes à l'encan et de ventes judiciaires, ainsi que les avis du shérif et des cours.

Et à la troisième page, nombre d'annonces.

☞ Nous prévenons nos lecteurs que faute de place, nous avons dû renvoyer nos dépêches à la seconde page et ajourner à demain la continuation de notre feuilleton.

Ventes à l'encan de ce jour.

Pour l'heure et les détails, voir aux annonces.

Par Hoffman & Marks—à leur salle d'encan, marchandises sèches, vêtements et chapeaux.

Par P. Lebaumont—à sa salle d'encan, cotons blancs, draps, casimirs, satinets, et marchandises sèches. De plus des marchandises sèches avariées.

Par McCarren & Landry—au Masonic Hall, café et ustensiles avariés.

Par E. Gutierrez—à dix heures, au coin des rues Carondelet et Gravier, le fonds d'une épicerie, monture en or, montre, terrestre, etc.

Par E. Roser & Co—à leur salle d'encan, champagne et liqueurs.

AVIS AUX ÉLECTEURS.

Nous appelons l'attention des électeurs sur l'annonce du bureau des élections que nous publions à la 1ère page de l'*Abeille*. Ils y trouveront la désignation des bureaux d'élection pour chaque precinct et les noms des commissaires chargés de recevoir les votes.

Nous signalons également à l'attention des votants les changements apportés par la dernière législation aux circonscriptions électorales. Ainsi toute la partie de la ville située entre la rue du Canal et la rue St-Louis, la rue des Remparts et la Levée qui faisait autrefois partie du premier district congressionnel, se trouve maintenant comprise dans le second. La proclamation du gouverneur et l'annonce du shérif donnent à cet égard toutes les indications nécessaires.

L'ELECTION.

Le bulletin de vote est la seule arme qui reste aux hommes du Sud. C'est l'arme des luttes politiques plus ou moins permanentes qui modifient, non d'une manière subite mais par un travail constant, le sort des peuples. En allant au scrutin, les électeurs doivent donc se dire qu'ils ne vont pas gagner un coup de dés qui leur fera perdre ou gagner immédiatement l'enjeu de la partie engagée, mais qu'il s'agit pour eux de poser les premiers jalons qui devront les guider sur la route de l'avenir. Ils ont à affirmer leur retour à l'existence politique. Ils ont à se compter pour que l'on sache combien il y a en Louisiane de gens honnêtes, conservateurs, sensés, amis de l'ordre, du travail, de la réorganisation politique et sociale de l'Etat sur des bases durables, bienveillants en regard de ceux là qui y a d'hommes qui font bon marché de tous ces grands intérêts et qui consentent à servir d'instruments aux ambitions personnelles, aux intrigues des démagogues, aux ennemis de la prospérité générale et individuelle.

Rien ne saurait être plus éloquente, ce doit être les chiffres une élection, où les votants ont à prononcer sur leur propre destinée, sur l'avenir de l'Etat, sur la sécurité de leurs foyers, sur la consolidation de la société dans des conditions permettant à chacun d'assurer par le travail l'existence de sa famille et de trouver dans le développement de la fortune générale la garantie de sa fortune particulière.

Qu'il y ait des gens sans aveu trafiquant de leur vote, des ignorants se trompant sur leurs véritables intérêts, des brouillons se laissant intimider par leurs passions ou égarer par d'artificieux intrigants, cela ne fait aucun doute. Mais ces importance auront tous ces votes réunis, comme la partie saine de la population vote comme un seul homme pour les candidats choisis par les délégués du peuple, pour ceux qui représentent véritablement, dans les circonstances actuelles, les idées, les intérêts, les besoins de la population, et non pas seulement un parti? Car la convention du 2 octobre a adopté le drapeau de la démocratie nationale, c'est unique par suite de la nécessité politique de se rallier au seul parti qui dans le Nord fera cause commune avec le Sud, et non dans un esprit d'union.

Les anciens préjugés, les anciennes dissidences qui nous entre les hommes du Sud, doivent être complètement effacées. De l'identité des intérêts et du but doit résulter l'unité d'action, d'abord dans les moyens. Toute abstention basée sur une répugnance pour un mot serait plus qu'une puérilité, ce serait une faute grave, un véritable oubli du devoir que la situation impose à tout bon citoyen. Aussi espérons nous qu'il n'y aura pas d'abstention dans la bataille électorale qu'il s'agit de livrer pour recouvrer les libertés confisquées.

Les citoyens naturalisés, quelles qu'aient été leurs prédilections passées, ont intérêt à faire cause commune avec les gens du pays. Il ne s'agit plus, en ce moment, de se prononcer pour ou contre l'Union. L'Union est rétablie, et le fait même de voter constate l'expression du vœu de chaque votant de voir la Louisiane rétablie dans l'Union. Que les électeurs ne se laissent donc pas tromper par le titre fallacieux qui se décore une faction d'intrigants politiques. Aucun honnête homme ne peut vouloir la continuation du régime de corruption et de fraudes inaugurée sous M. Banks. La dilapidation éhontée des deniers de l'Etat doit retomber sur tous les contribuables sous forme de taxes; ceux qui consentiraient à renvoyer à la législature les hommes de la clique budgétivore de 1861 et 1864 en seraient eux-mêmes les victimes. Il n'y a pas à hésiter entre les chercheurs de places lucratives qui ne reculent devant aucun moyen honteux pour recruter des voix, et les citoyens honorables qui sont prêts à sacrifier leur temps et à négliger leurs propres affaires pour servir les intérêts de l'Etat.

Que chaque électeur vote suivant sa conscience, qu'il vote en pleine connaissance de cause en se faisant renseigner sur les divers candidats s'il ne les connaît pas personnellement, qu'il ait le soin de vérifier tous les noms sur son billet avant de le mettre dans l'urne; et, le résultat, nous en avons la ferme conviction, sera de nature à satisfaire les amis sincères de la bonne cause et à faire honneur à l'intelligence du peuple de la Louisiane.

LA TROUPE D'OPÉRA DE STARKOSCH.—Nous avons déjà dit que Max Strakosch devait venir en décembre prochain donner une série de représentations à l'Opéra. Nous trouvons dans les journaux de Montréal la composition de la troupe dont il est le directeur en ce moment. Il nous amènera probablement les mêmes artistes. En voici la liste telle qu'elle est dans une annonce publiée par la *Minerve*:

Signora Angiolina Ghioni, la fameuse prima donna drammatica, de l'Opéra Italien de New York et du théâtre Tacon à la Havane.

Mme Patti Strakosch, la soprano favorite.

Mlle Cassezo, prima donna du grand Opéra de Grover.

Signora Mascofarri et Tamaro, premières dames des Académies de Musique de New York, Boston et Philadelphie.

Signor Nanesco, l'éminent baryton du grand Opéra, Théâtre Tacon, à la Havane.

Signor Augustino Rosini, le grand basso profondo, auparavant basse comprimario extraordinaire du Mr. Maretzek, New York.

Mme Parezzi et la signora Bernini, secondes donnas.

Signor Xmenes et signor Perni, secondes ténors.

Signor Locatelli et signor Manio, secondes basses.

COURTAGE DE PROPRIÉTÉS.—M. A. J. Powell a ouvert rue Carondelet, No 6, un bureau pour le courtage des propriétés, maisons et terrains de ville, habitations et terres incultes. Il s'occupe de l'arpentage et des partages d'habitations. Voir son annonce.

ARRIVÉE DU *MERRIMAC*.

Le steamer *Merrimac*, capitaine Vanatee, parti de New York le 25 octobre, est arrivé hier, avec passagers et marchandises.

Nous tirons de son bord le rapport du comptable:

28 octobre, mort de Henry Carp; son corps enveloppé sous les vagues—30 octobre, parlé à la barque espagnole Mathilde, en grande partie démâtée, pas moyen avaient été emportés.—1er novembre, vu une barque sur le Hatteras Reef avec des piqueurs d'épaves et un steamer tout auprès. Le *Merrimac* a éprouvé de fortes brises de nord et est du cap Hatteras et un violent vent du nord dans la baie.

On trouvera la liste des passagers du *Merrimac* dans notre partie anglaise.

Ce steamer a apporté $197,000 dont $267,000 en or pour les maisons dont les noms suivent:

Pike, Lapeire & Cie.	$150,000	en or.
A. S. Fortier	50,000	do
Edward & Cie.	32,000	do
Southern Bank	15,000	do
	$267,000	
Baillé Bennaïl & Cie.	25,000	en billets.
Gérard Centanez	5 000	do
Total général	$297,000	

CANARDS BELLIQUEUX.

Il y a quelques jours, nous recevions d'un correspondant de New-York, à nous inconnu, un factum contenant la circulaire de M. Romero, agent de Juarez aux Etats-Unis, relative au fameux emprunt de trente millions qu'il offre aux gobe-mouches de ce pays à grands renforts de réclames et de promesses. Ce factum présentait l'affaire sous les plus brillantes couleurs et annonçait une intervention prochaine des Etats-Unis en faveur du fugitif Juarez. La lettre qui accompagnait l'envoi nous autorisait à publier la tirade et le document en question, en nous assurant que notre journal en aurait la primeur, et elle ne nous réclamait pour cette immense faveur qu'une faible rétribution, le signataire s'en rapportant à notre générosité. C'était modeste, en vérité, et c'est été payer bon marché le privilège d'annoncer gratis cette spéculation imaginée par M. Romero et quelques agioteurs de New-York pour exploiter la crédulité et les préjugés des fanatiques de la doctrine Monroe. Nous avons trouvé la proposition tant soit peu impudente, *cool* comme on dit en anglais, et nous avons jeté les paperasses au panier.

Mais il paraît que les banquiers chargés de *lancer* l'emprunt mexicain sont d'habiles gens, car ils se sont procuré le concours des fabricants de télégrammes à sensation, et depuis quelques jours, nous sommes inondés de dépêches belliqueuses destinées à répandre aux quatre points cardinaux de l'Union la croyance que l'oncle Sam va déterrer la hache et s'en aller guerroyer contre l'usurpateur Maximilien au profit de ce bon M. Juarez et — cela va sans dire — des souscripteurs à l'emprunt de M. Romero.

De Wall street, les directeurs de cette entreprise financière, qui nous fait l'effet d'une escroquerie organisée sur une vaste échelle, font concourir les flottes, partir une escadre cuirassée pour le Pacifique, annoncer des ordres mystérieux du ministère de la guerre, commenter les séances du cabinet, battre la grosse caisse et sonner la trompette sur tous les tons et sur toutes les gammes.

Il n'est pas un homme de sens qui n'aperçoive les ficelles grossières de ce humbug financier et nous nous demandons quels sont les gens assez simples ou assez aveugles pour se laisser prendre à toutes ces malices rouées de fil blanc? Mais ce qui nous révolte, c'est de voir des journalistes prêter les mains à de pareilles manœuvres. De la part du *Herald*, cynique habitué de tous les tripotages de cette nature, il n'y a rien qui nous étonne. Il y a longtemps que ses bureaux sont connus pour être une manufacture de fausses nouvelles et de canards tout genre. La population de la Nouvelle Orléans n'ayant pas la réputation d'avoir les goûts morbides des lecteurs de cette feuille, nous espérons qu'aucun de nos confrères ne se ferait l'auxiliaire complaisant des spéculateurs juaristes. Cependant le *Times* a publié hier dans un article le passage que voici:

Comme simples nouvelles télégraphiques, ces rumeurs pourraient être regardées comme ayant peu de poids, mais nous avons des informations que nous ne sommes pas complètement libres de révoquer en doute, et qui corroborent positivement ces bruits. Dans ces circonstances nous n'hésitons pas à prédire qu'à moins que les troupes françaises ne soient éloignées du Mexique avant Noël il y aura une intervention active en faveur des libéraux de ce pays, et la politique traditionnelle des Etats Unis sera mise en vigueur.

Ainsi le *Times* dépasse d'un bond les facéties du télégraphe, et nous affirme sans rire qu'avant Noël le maréchal Bazaine aura à déguerpir. Le délai est court et l'ultimatum rigoureux, mais il n'y a pas à marchander. Cette fois Maximilien n'a qu'à faire ses malles pour aller de la part de M. Pinderos et du commerce européen son manque de courage politique. M. Hermet avoient et l'ex juge Hozeard, l'ancien président de funeste mémoire, ont bien à se tenir prêts à partir de la frontière Mexicaine pour aller rejoindre leur maître Juarez. Mais le général Bazaine, qui a reçu l'ordre suivant lequel il lui est enjoint de payer une somme réclamée par des négres de l'équipage, bien que la réclamation en ait été signée par deux consuls, ne saurait se dérober à cette sommation. Or, dès que les avocats d'opposants à l'intervention de l'ordre dont voici le texte:

QUARTIER-GÉNÉRAL,
Bureau des réfugiés, des affranchis, &c.
{ ETAT DE LA LOUISIANE, Bureau du Maréchal Prévôt général des affranchis.
Nlle Orléans, 25 octobre 1865.

A Charles Bienvenu, chérif de la paroisse d'Orléans.

Je vous envoie ci-joint une liste des noms de gens de couleur qui étaient employés dans l'équipage du bateau à vapeur *Mexico* et des marchandises qui leur sont dûs respectivement, lesquels hommes d'équipage ont enregistré leurs réclamations dans ce bureau comme le dit bateau pour saisie.

Le bateau ayant été saisi par un ordre de ce bureau et remis aux autorités civiles, et étant à présent dans vos mains à la condition que ces réclamations soient payées, vous voudrez bien veiller à ce que ces hommes soient payés sur le montant de la vente du dit bateau ou que le montant qui leur est dû soit remis à ce bureau. (Suivent les noms de neuf nègres avec l'indication des sommes dues, dont le total est de $211.)

Respectueusement votre obéissant serviteur,
ANDREW MOSES, capitaine
et Maréchal-Prévôt général des affranchis.

NOMINATIONS PAR LE GOUVERNEUR.—William Sims, colonel de milice, et Emile Lauve, major, paroisse Assomption. Michael Slater, lieutenant-général et William Bowman, major, paroisse Iberville; J. W. Leake, colonel de cavalerie, W. H. Richardson, lieutenant-colonel et James P. Bowman, major, paroisse d'Est Feliciana.

William M. Wilson, membre du bureau des commissaires des levées pour la paroisse Pointe Coupée.

Sidney J. Douglas, commissaire des actes pour l'Alabama.

James Berthoud, juge de paix pour le 1er ward de Plaquemines.

COUR DES RECORDERS.—Nous n'avons rien d'important à signaler dans les affaires examinées devant les recorders, sauf une affaire de vant le recorder Gastinel concernant un nommé Leonard et d'une nature tellement scandaleuse que nous ne pouvons lui donner de la publicité.

John West a été amené hier devant le recorder Gastinel sous l'accusation d'avoir vidé les poches de M. J. W. Breed, d'Aberdeen, Mississippi, dans le trajet de Mobile à ce port. Le recorder, considérant le cas comme tombant sous la juridiction fédérale, a renvoyé l'accusé devant un commissaire des Etats Unis.

LE CIRQUE DE LA PLACE CONGO.—Le grand cirque de Hayes commence ce soir ses représentations à la place Congo. Les amateurs d'exercices équestres et acrobatiques, et leur nombre est considérable dans cette partie de la ville, auront l'occasion de satisfaire leurs goûts. Il y aura deux représentations par jour à partir de mardi, l'une à midi, l'autre à sept heures et demie du soir. Les heures trouvées de plus amples détails dans l'annonce publiée dans nos colonnes.

Mon marché.—M. REIMAN, 160 rue du Canal, à l'angle de la rue Baronne, vient de recevoir un grand envoi de marchandises d'hiver qu'il vendra à un bon marché exceptionnel. Il engage les marchands de la campagne à venir examiner son assortiment et leur promet une économie d'environ vingt pour cent. Nous appelons l'attention sur l'annonce que M. Reiman publie aujourd'hui dans l'*Abeille*.

FAITS DIVERS.

—A propos des grands avocats parlant plaidant en province, le *Monde judiciaire* cite une curieuse boutade d'un avocat francomontain.

Cet avocat, ayant à lutter contre un de ces terribles orateurs, crut devoir commencer ainsi sa plaidoirie:

"Jouer, dans notre belle contrée quand on est légèrement indisposé, on s'adresse tout simplement au pharmacien.

Si cet enfant est véritablement malade, on envoie quérir un médecin de ville.

Si le cas est grave, on appelle le médecin renommé du département.

Enfin si l'état du malade est désespéré, c'est un grand docteur, une célébrité de Paris qu'on fait venir, ce dites que ce